

Sénat de Belgique.

SESSION DE 1840 — 1841

Premier Feuilleton des Pétitions.

- N° 1. L'administration Communale et les habitans de la commune de Santvliet, Province d'Anvers, réclament le paiement des indemnités qui leur sont dues par suite des pertes que leur ont fait éprouver les inondations à l'époque de la révolution.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt sur le bureau lors de la discussion du projet de loi relatif aux indemnités.

-
- N° 2. Un grand nombre de Propriétaires du Poldre de Borgerweert, commune de Zwynndrecht, province de la Flandre Orientale, font la même demande.

Conclusions du Rapport :

Comme ci-dessus.

-
- N° 3. Cent cinq habitans de la commune de Lillo font la même demande.

Conclusions du Rapport :

Comme ci-dessus.

-
- N° 4. Les Membres du Conseil communal de Calloo, province de la Flandre Orientale, font la même demande.

Conclusions du Rapport :

Comme ci-dessus.

-
- N° 5. Un grand nombre d'habitans de la commune de Beerendrecht, province d'Anvers, font la même demande.

Conclusions du Rapport :

Comme ci-dessus.

N° 6. L'Administration communale de Stabroek , province d'Anvers, fait la même demande.

Conclusions du Rapport :

Comme ci-dessus.

N° 7. Le Conseil communal d'Anvers réclame le paiement des indemnités dues à cette ville pour les pertes qu'elle a éprouvées par suite de l'agression Hollandaise.

Conclusions du Rapport :

Comme ci-dessus.

N° 8. Un grand nombre d'habitans de la commune de Kermpt, province de Limbourg, font la même demande.

Conclusions du Rapport :

Comme ci-dessus :

N° 9. Plusieurs propriétaires de prairies situées dans la commune de Waelhem, province d'Anvers, demandent qu'on impose un droit d'entrée sur les foins venant de la Hollande.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et des Finances.

N° 10. Les conseils communaux d'Achel , Neerpelt , Overpelt , Hamont , l'Île St.-Hubert et Caulille, Province de Limbourg, demandent le maintien du canton de justice de paix d'Achel.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.

N° 11. La Députation du conseil provincial de la Flandre-Orientale demande qu'il soit pris des mesures pour faire cesser la perception du droit de péage imposé par le Gouvernement des Pays-Bas , sur le canal de Terneuzen, et obtenir la restitution du montant des droits perçus.

Conclusions du Rapport ;

Renvoi à M. le Ministre des Affaires Etrangères.

N° 12. Les Régisseurs de l'union des six Wateringues situés à l'Est de la Flandre Occidentale exposent les pertes qu'ils ont éprouvées par suite des inondations dont ils ont été les victimes à l'époque de la révo-

(5)

lution, et demandent la construction du canal de Dam à la mer du Nord dont le canal de Zelzaete est le complément.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 13. La Députation du Conseil provincial du Limbourg, demande que la législature vote les fonds nécessaires pour la canalisation de la Campine et la jonction de l'Escaut à la Meuse.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 14. Les Administrations communales et les habitans notables des communes de Exel, Hecktel, Kleine-Brozel et Peer, demandent que le canal de jonction entre l'Escaut et le canal de Bois-le-Duc à Maestricht, ne suive pas le tracé dit de la *Pierre Bleue*, mais bien celui indiqué et détaillé dans leur requête.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 15. Le Conseil communal de la ville de Thielt renouvelle la demande de déplacement du chemin de fer entre Bruges et Gand.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 16. Les Bourgmestre et Échevins de la ville de Tournay demandent l'abrogation de la disposition de la loi sur les distilleries, portant que les taxes municipales sur la fabrication des eaux-de-vie ne peuvent en aucun cas excéder la moitié du montant de l'impôt de l'Etat.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.